



Le Maire

notre ville

notre ville millénaire tout les siècles, ~~est~~
 avant d'être ville, se présente sous les
 formes des légendes summes légendes de
l'Europe septentrionale - Nos marais nés de
 cette nuit avec les comtes de Flandres et la
 souvenir d'une grande danse lubrique de lill-
lande de Constantinople - Nos aires
 connues la période bénoïtine, la période
 espagnole - Notre grand roi est, ici, Louis XIV,
 la porte de l'Est, et notre ville, aux uns
 à angle droit, quartier ancien et fortifié
 moderne - Il nous a laissés, avec d'autres, lill-
 ville du XVIII siècle, par son architecture,
 les monuments et sa grâce urbaine après un
 long siècle d'oubli -
 Nos jardins de la révolution Française, le noir
 d'un grand marais, le marais d'Anzin dont
 la maison est appelée lill-ville grand
 est d'autres lill-ville -
le second empire - l'œuvre du 19^{ème} siècle a
 légué la place de la République et la
 lill-ville, symbole du pouvoir impérial
 et républicain, mais aussi jacobin -

bras' l'ile

C'est surtout la capitale de la grande
usine industrielle, celle du charbon, de la
sidérurgie, de la laine, du coton, du lin,
de la mécanique
et aujourd'hui de la concurrence, de l'usine
Buhl, du travail sur la rive et d'un
grandable élan sur la modernité sans
oublier de rester fidèle à ses valeurs et
c'est pourquoi elle est restée cette usine, à
faucelle le 10 bras d'acier -
la visée de niche demeure à être ici effrayante
et c'est le peuple du nord, celui de l'ile, qui
aux limites de la Suisse s'élève et morale
à dire et l'œuvre les idées industrielles, celles de
la Suisse - l'Internationale a été chantée par
la femme - les dans ce parti se faussent
par les avocats de la faucelle, d'ici par la
répression par la Suisse - la Commune - ils ont
chanté, exprimé leur solidarité, l'œuvre d'acier
avant de connaître le syndicat, la proposition,
le fait politique -
et n'avez châtiments! -

Et puis votre président, Jean Andrieu, va quitter cette fonction, après six années passées à la tête de votre fédération. Une tâche qu'il a accomplie avec combattivité et détermination.

avec cette force et

Fédération de la
Conseils de la

Succédant à Jean CORNEC, qui avait dirigé la F.C.P.E. pendant 24 ans, il a su défendre avec tous les responsables qui l'entouraient et avec les parents d'élèves, les valeurs attachées à l'école de la République.

Il a su également lancer et faire évoluer un certain nombre d'idées, à l'heure où la France vivait un événement exceptionnel, celui de la venue de la Gauche au Pouvoir. Depuis 1981, la F.C.P.E. et les gouvernements de Gauche ont travaillé dans le même sens et avec efficacité, pour mettre en oeuvre une politique de progrès dans le domaine de l'Education.

J'ai avec lui, beaucoup de souvenirs personnels et de combats menés. Non seulement le plaisir, mais lui-même au sein du parti, sa disponibilité et son courage et lui-même au sein du parti.

Bien sûr, il demeurera un regret, celui du retrait de la loi scolaire en juillet 1984. Ce regret, vous l'imaginez bien, est aussi le mien, car j'ai défendu jusqu'au bout un projet qui donnait à l'école publique la place qui lui revient,

tout en garantissant la paix scolaire, dans la coexistence

la paix de nos différences - (2)

Aujourd'hui, alors que la gauche est retournée dans l'opposition, il convient d'unir à nouveau nos efforts

pour défendre les valeurs qui sont les nôtres.

Ensemble, nous devons nous unir à cette tâche - Ensemble, nous devons nous unir à cette tâche - Ensemble, nous devons nous unir à cette tâche -

Parti de la Gauche
National



Le Maire

(2) On n'a jamais gagné lorsque l'on dépense
 les uns sans les autres ou les uns contre les
 autres - et j'aimerais le faire voir
 même de - même si c'est long à l'attendre,
 au nos dépenses tous, ensemble, enfants
 parents, adultes, professeurs d'une même
 pays, d'une même nation et d'une
 même République -

La nation aura besoin de ~~une~~ ^{une} ~~bonne~~ ^{bonne} ~~raison~~ ^{raison} la
 raison même pour tous pour que la République
 survive au-dessus de la corde, d'une obligation
 et de différence même au-dessus, des maîtres et
 des enfants -

La F.C.P.E., première fédération de parents d'élèves, forte de son million et demi de suffrages et de ses milliers d'adhérents devra à nouveau se mobiliser pour lutter contre les atteintes qui ne manqueront pas d'être portées à notre école par la politique de droite.

Elle devra aussi se référer à ce qui a été réalisé pendant cinq années dans le souci de défendre la laïcité ~~est~~ la justice sociale et les libertés -

Ce combat a été celui de la démocratisation de l'enseignement, celui de la décentralisation, celui de la qualité de l'enseignement et celui de la modernité.

1) La démocratisation

Former un nombre croissant de jeunes, c'est non seulement répondre aux besoins de notre économie, mais aussi aux aspirations des classes sociales qui ont été pendant longtemps, les "laissés-pour-compte" de la nation.

Tous nos enfants ont droit à la formation professionnelle et à l'éducation, quelque soit leur condition sociale ou leurs difficultés face à la scolarité.

C'est à cet objectif qu'a répondu la création, dès 1981, des zones d'éducation prioritaire. Dans les 360 zones ainsi définies, les moyens ont été considérablement renforcés et les initiatives pédagogiques en ont fait le banc d'essai de la rénovation de l'ensemble du système scolaire.

Je me suis personnellement attaché à cette réforme importante en réunissant moi-même les recteurs à Matignon, et ici même à Lille, en 1984.

J'ajoute que parallèlement à ces mesures de décentralisation, un rôle nouveau a été reconnu aux parents d'élèves par l'élargissement des attributions des Conseils de parents, et la mise en oeuvre des Conseils de secteurs.

Je sais que les décrets correspondants à cette avancée, pris en 1985, correspondent à une revendication que vous formuliez depuis longtemps.

3) La modernisation de l'enseignement

Devant le formidable bouleversement qui nous atteint, et qui provoque la situation de crise dans laquelle nous nous trouvons encore, la société doit dominer une modernisation indispensable à son équilibre pour le siècle prochain.

Pour répondre au défi de la troisième révolution industrielle, l'école sera un atout fondamental. Elle devra donc encore évoluer, et prouver sa capacité d'adaptation.

Depuis 1984, ont été lancées des missions de rénovation de la pédagogie.

Plus spectaculaire encore a été l'introduction massive de l'informatique dans les écoles, puisqu'aujourd'hui

120.000 micro-ordinateurs sont implantés dans les établissements
et 100.000 enseignants ont reçu une formation à l'informatique.

(effort partagé par la Région)

C'est mon gouvernement qui, dès 1984, annonçait
ce vaste programme d'équipement, relayé par celui de
Laurent Fabius qui l' popularisait sous le nom de "plan
Informatique pour tous".

La gauche volontiers qualifiée d'archaïque avant
1981, doit-être fière d'avoir su faire prendre à l'éducation le
vifage des technologies nouvelles.

J'ajoute que pour favoriser la qualité de
l'enseignement, un effort financier sans précédent a porté sur le
budget de l'Education Nationale, alors même que l'Etat menait
une politique de rigueur.

Il faut rappeler que ce budget a doublé de 1980
à 1986 !

Pour illustrer cette effort je citerai l'évolution
du nombre de postes mis au concours du CAPES et de l'agrégation :
9000 en 1974, 2000 seulement en 1981, mais 10.500 en 1986...

J'ajouterais, après avoir retracé devant vous les orientations qui furent les nôtres pendant 5 ans, qu'il n'y a pas de développement économique et culturel possible dans un pays où ne serait pas recherchée la promotion de tous les citoyens.

Ce qui vaut dans le domaine économique, est évidemment valable pour l'école, source de notre savoir et de notre savoir-faire

A cet égard, la politique éducative que nous annonce aujourd'hui la droite ^{aujourd'hui} me fait craindre une remise en cause de ces objectifs et des équilibres que nous avons recherchés.

Certes, tout n'est pas encore clair, mais par rapport aux déclarations initiales du nouveau Ministre de l'Education que de changements en quelques semaines :

- annonce de la suppression de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur,
- suppression de l'internat des médecins généralistes,
- arrêt sans contrepartie du recrutement des PEGC,
- suppression massive d'emplois dans les lycées et les collèges annoncée pour le budget de 1987,
- annulation de crédits très importante dans le collectif de 1986 frappant la formation professionnelle des jeunes et la recherche.

Au-delà de ces mesures ponctuelles qui sont d'autant plus destructives qu'elles ne s'inspirent d'aucune cohésion d'ensemble, il y a les intentions déjà affichées qui confirment une volonté de régression :

- rétablissement de la sélection à tous les niveaux et ceci dès l'entrée en 6ème,
- atteinte au principe de la gratuité de l'enseignement,
- encouragements multiples à l'enseignement privé,
- désectorisation.

Est-ce une surprise ? Ce n'est pas nouveau en tout cas ! Car cette promotion de l'élitisme social, de la sélection par l'argent nous ramènerait ^{avant au principe,} au système scolaire d'il y a 50 ans, lorsque 90% des enfants arrêtaient leurs études au certificat d'études primaires !

Il y a des questions essentielles pour toutes les familles que nous poserons sans relâche. Elles sont les suivantes

- comment assurer la démocratisation de l'enseignement en supprimant les crédits et les emplois ?
- comment garantir la qualité des formations en désectorisant ?
- Comment donner à notre économie les qualifications, le savoir faire qu'exige sa modernisation en concentrant les moyens sur une minorité d'élèves ?

Devant ces interrogations,

Il nous faudra constamment rappeler nos réalisations et nos buts : pour que vive l'école publique, école de la réussite ; pour un service public de l'éducation qui ne sera jamais un service au rabais.

pu n'era jamais plus un service différent, et pu n'era d'abord de service à la Nation

Monsieur le président, au cours de la première journée de votre congrès vous avez largement développé tous ces thèmes de "défense des libertés", et vous avez annoncé que la Fédération des Conseils de Parents d'élèves organisera en juin prochain une semaine d'action contre l'apartheid, en collaboration avec S.O.S.Racisme.

Cette initiative rejoint parfaitement celle de la Fédération Mondiale des Cités Unies, dont je suis le Président, qui prépare une veillée mondiale contre l'apartheid et contre tous les racismes, le 14 juin prochain.

A Gorée, une île qui se trouve au large de Dakar, et d'où partirent, pendant des siècles, ^{djauris et de} ~~certains~~ de milliers d'esclaves vers les Amériques, se retrouveront en un vaste rassemblement symbolique, les maires de centaines de villes de tous les pays.

djauris de

| Pour venir pour Michel
Sainte République

Au moment où la violence, le terrorisme, l'intolérance semblent à nouveau allumer des foyers de haine dans le monde entier, il est capital de réaffirmer avec force ces valeurs de liberté et de respect de l'autre. Je vous remercie de l'avoir fait -

Donnez votre titre.
J'ai écrit vos travaux, ~~écrits par les djauris~~ -
En terminant, je vous dis merci
Corps de la Représentation - des corps de la
Corps de l'oppression, j'ai écrit de cette oppression -
Corps de l'oppression, j'ai écrit de cette oppression -
Le vété, le vété, le représentant de la Représentation

FEDERATION CONSEIL PARENTS ELEVES

Grand Hall - Hôtel de Ville

(Lille, le 18 Mai 1986)

Monsieur le Président de la Fédération
Laïque des Conseils des Parents d'Elèves et
Cher Jean ANDRIEU,

Madame la Présidente du Conseil Départemen-
tal du Nord et Chère Michèle DEROSIER,

Mesdames, Messieurs,

Chers Amis,

Vous avez choisi Lille pour y tenir cette
année votre Congrès National. Pendant trois jours,
vous allez mener vos travaux dans l'enceinte
de notre magnifique Palais des Congrès, et vous
allez également, pour certains d'entre-vous,
découvrir notre ville.

Notre ville

une ville millénaire dont les débuts
avant l'an mille, se perdent dans les brumes
des premières légendes des pays septentrionaux.
Nous sommes sortis de cette nuit avec les comtes
de Flandres et le souvenir d'une grande dame
bienfaitrice de Lille : Jeanne de Constantinople.
Nous avons connu la période bourguignonne, la
période espagnole - Notre grand Roi est, ici,

.../...

Louis XIV, sa porte de Paris, et notre Vieux-Lille, aux rues à angle droit, quartier ancien et pourtant moderne ! Il nous a laissé, avec d'autres, Lille, ville du XVIIIe siècle, par son architecture, ses monuments et sa grâce retrouvée après un long siècle d'oubli -

Nous gardons de la Révolution Française, le nom d'un grand Maire, le Maire André dont la maison est aujourd'hui un grand restaurant Lillois.

Le second empire - ironie du sort nous a légué la Place de la République et la Préfecture, symbole du pouvoir impérial et républicain mais aussi jacobin -

Mais Lille

C'est surtout la capitale de la Grande Région Industrielle, celle du charbon, de la sidérurgie, de la laine, du coton, du lin, de la mécanique, et aujourd'hui de la conversion, de l'usine Bull, du tunnel sous la Manche et d'un formidable élan vers la modernité sans oublier de rester fidèle à ses valeurs et c'est pourquoi elle est restée, cette région, à Gauche le 16 mars dernier -

La misère du siècle dernier a été ici effrayante et c'est le peuple du Nord, celui de Lille qui, aux limites de la survie physique et morale, a créé et lancé les idées modernes, celles du socialisme - l'Internationale a été chantée pour la première fois dans ce quartier Saint-Sauveur par les ouvriers de la Gauche, décimée par la répression qui a suivi la Commune - Ils ont chanté, exprimé leur solidarité, lancé des idées avant de connaître le syndicat, l'Association, le parti politique -

Et si nous chantions !

Vous êtes ici dans un bâtiment impressionnant, "art déco" dominé par un beffroi qui symbolise le pouvoir communal et les luttes ouvrières. J'ai grand plaisir à vous accueillir, dans ce hall d'Honneur où se rassemblent régulièrement les foules des manifestations qui marquent les grands moments de notre ville et ceux, vécues ici, de notre histoire nationale.

Vous êtes ici, amis du Sud, de l'Est, de Paris ou du Centre chez vous -

Je vous reçois avec d'autant plus de joie que vous avez naturellement votre place

.../...

sous ce beffroi, vous qui oeuvrez pour la défense de la plus grande conquête sociale : l'accès de tous à l'éducation, donc au savoir et à la culture.

Votre Congrès est exceptionnel à plus d'un titre. Il se situe quelques semaines après le retour de la droite au Gouvernement, ce qui vous place dans une ambiance politique très différente de celle que vous connaissiez depuis 5 ans.

Dans une de ces périodes - incertaine et à la fois dure, molle, où après les grands moments, l'histoire bégaye pour ouvrir la voie à la restauration. Même si les ringards d'aujourd'hui veulent se parer dans des habits de la modernité -

N'est pas moderne qui veut !

Et puis votre Président, Jean ANDRIEU, va quitter cette fonction, après six années passées à la tête de votre Fédération. Une tâche qu'il a accomplie avec fidélité, intelligence et détermination.

.../...

Succédant à Jean CORNEC, qui avait dirigé la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves pendant 24 ans, il a su défendre avec tous les responsables qui l'entouraient et avec les parents d'élèves, les valeurs attachées à l'école de la République.

Il a su également lancer et faire évoluer un certain nombre d'idées, à l'heure où la France vivait un événement exceptionnel, celui de la venue de la Gauche au Pouvoir. Depuis 1981, la F.C.P.E. et les Gouvernements de Gauche ont travaillé dans le même sens et avec efficacité, pour mettre en oeuvre une politique de progrès dans le domaine de l'Education.

J'ai, avec lui, beaucoup de souvenirs partagés et de combats menés - Je veux non seulement le féliciter, lui dire aussi que j'ai admiré sa disponibilité et son courage et lui dire enfin mon amitié vraie et sincère.

Bien sûr, il demeurera un regret, celui du retrait de la loi scolaire en juillet 1984. Ce regret, vous l'imaginez bien, est aussi le mien, car j'ai défendu jusqu'au bout un projet voté en première lecture à l'Assemblée Nationale qui donnait à l'école publique la

.../...

place qui lui revient, tout en garantissant la paix scolaire.

On n'a jamais gagné lorsque l'on défile les uns sans les autres ou les uns contre les autres - Et je salue le jour qui viendra - même si c'est long à l'attendre, où nous défilerons tous ensemble, enfants, parents, instituteurs, professeurs d'un même peuple, d'une même nation et d'une même république.

La nation aura besoin de la raison retrouvée par tous pour que la République reconnaisse enfin dans la concorde, l'unité obligatoire et la différence nécessaire, ses écoles, ses maîtres et ses enfants.

Plus généralement aujourd'hui, il convient d'unir à nouveau nos efforts pour défendre les valeurs qui sont les nôtres.

La F.C.P.E., première Fédération de Parents d'Elèves, forte de son million et demi de suffrages et de ses milliers d'adhérents devra à nouveau se mobiliser pour lutter contre les atteintes qui ne manqueront pas d'être portées à notre école par la politique de droite.

.../...

Elle devra aussi se référer à ce qui a été réalisé pendant cinq années dans le souci de défendre la laïcité, la justice sociale et les libertés -

Ce combat a été celui de la démocratie de l'enseignement, celui de la décentralisation, celui de la qualité de l'enseignement et celui de la modernité.

1) La démocratisation

Former un nombre croissant de jeunes, c'est non seulement répondre aux besoins de notre économie, mais aussi aux aspirations des classes sociales qui ont été pendant longtemps, les "laissés-pour-compte" de la nation.

Tous nos enfants ont droit à la formation professionnelle et à l'éducation, quelque soit leur condition sociale ou leurs difficultés face à la scolarité.

C'est à cet objectif qu'a répondu la création, dès 1981, des zones d'éducation prioritaire. Dans les 360 zones ainsi définies, les moyens ont été considérablement renforcés

.../...

et les initiatives pédagogiques en ont fait le banc d'essai de la rénovation de l'ensemble du système scolaire.

La démocratisation du savoir passe bien entendu par l'égalité d'accès au système scolaire, mais aussi par la lutte effective contre l'échec scolaire.

Nous avons le devoir de promouvoir l'élite de chaque génération - Mais c'est un travail qui se perfectionne et qui est en cours depuis toujours - et quelquefois même avec une certaine insolence - Mais nous avons le devoir aussi plus difficile celui-là de promouvoir tous - c'est-à-dire chacun dans la voie de son propre épanouissement - Nous n'avons pas à nous ébahir de quelques succès qui viennent d'Asie mais continuer notre travail fidèle à un humanisme qui est celui de notre vieille terre d'Europe et de notre vieille terre de France.

Un humanisme qui est celui des religions et des philosophes, qui n'est pas seulement le nôtre, mais qui doit être partagé par tout notre peuple.

.../...

C'est la volonté de donner à chaque jeune une formation générale la plus solide possible qui s'est exprimée, dès 1983 et en 85, par la fixation d'un objectif visant à ce que 80 % d'entre-eux atteignent le niveau du baccalauréat.

2) La décentralisation

Dès sa mise en oeuvre, cette réforme a trouvé un terrain particulier d'application dans l'Education Nationale.

S'il est vrai que l'unité du service public de l'Education qui s'exprime notamment par l'unité des statuts d'enseignants, des diplômes et des programmes, ne pouvait être remis en cause, par contre il apparaissait indispensable d'accroître l'autonomie des gestionnaires locaux, afin d'améliorer le fonctionnement des établissements.

Cette réforme a fait une part nouvelle à l'intervention des élus dans la vie des institutions scolaires en confiant aux départements la gestion des collèges, et aux régions celle des lycées et des L.E.P.

Je me suis personnellement attaché

.../...

à cette réforme importante en réunissant moi-même les recteurs à Matignon, et ici même à Lille, en 1984.

J'ajoute que parallèlement à ces mesures de décentralisation, un rôle nouveau a été reconnu aux parents d'élèves par l'élargissement des attributions des Conseils de Parents, et la mise en oeuvre des Conseils de secteurs.

Je sais que les décrets correspondants à cette avancée, pris en 1985, correspondent à une revendication que vous formuliez depuis longtemps.

3) La modernisation de l'enseignement

Devant le formidable bouleversement qui nous atteint, et qui provoque la situation de crise dans laquelle nous nous trouvons encore, la société doit dominer une modernisation indispensable à son équilibre pour le siècle prochain.

Pour répondre au défi de la troisième révolution industrielle, l'école sera un atout fondamental. Elle devra donc encore évoluer, et prouver sa capacité d'adaptation.

.../...

Depuis 1984, ont été lancées des missions de rénovation de la pédagogie.

Plus spectaculaire encore a été l'introduction massive de l'informatique dans les écoles, puisqu'aujourd'hui 120.000 micro-ordinateurs sont implantés dans les établissements et 100.000 enseignants ont reçu une formation à l'informatique. (effort partagé par la Région).

C'est mon Gouvernement qui, dès 1984, annonçait ce vaste programme d'équipement, relayé par celui de Laurent FABIUS qui le popularisait sous le nom de "Plan Informatique pour Tous". (effort partagé par les Régions).

La Gauche volontiers qualifiée d'archaïque avant 1981, doit-être fière d'avoir su faire prendre à l'éducation le virage des technologies nouvelles.

J'ajoute que pour favoriser la qualité de l'enseignement, un effort financier sans précédent a porté sur le budget de l'Education Nationale, alors même que l'Etat menait une politique de rigueur.

Il faut rappeler que ce budget a doublé de 1980 à 1986 !

.../...

Pour illustrer cet effort je citerai l'évolution du nombre de postes mis au concours du CAPES et de l'agrégation : 9000 en 1974, 2000 seulement en 1981, mais 10.500 en 1986....

J'ajouterai, après avoir retracé devant vous les orientations qui furent les nôtres pendant 5 ans, qu'il n'y a pas de développement économique et culturel possible dans un pays où ne serait pas recherchée la promotion de tous les citoyens.

Ce qui vaut dans le domaine économique, est évidemment valable pour l'école, source de notre savoir et de notre savoir-faire.

A cet égard, la politique éducative que nous annonce aujourd'hui la droite au pouvoir me fait craindre une remise en cause de ces objectifs et des équilibres que nous avons recherchés.

Certes, tout n'est pas encore clair, mais par rapport aux déclarations initiales du nouveau Ministre de l'Education que de changements en quelques semaines :

- annonce de la suppression de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur.

.../...

- suppression de l'internat des médecins généralistes,
- arrêt sans contrepartie du recrutement des PEGC,
- suppression massive d'emplois dans les lycées et les collèges annoncée par le budget de 1987,
- annulation de crédits très importante dans le collectif de 1986 frappant la formation professionnelle des jeunes et la recherche.

Au-delà de ces mesures ponctuelles qui sont d'autant plus destructives qu'elles ne s'inspirent d'aucune cohésion d'ensemble, il y a les intentions déjà affichées qui confirment une volonté de régression :

- rétablissement de la sélection à tous les niveaux et ceci dès l'entrée en 6ème,
- atteinte au principe de la gratuité de l'enseignement,
- encouragements multiples à l'enseignement privé,
- désectorisation

Est-ce une surprise ? Ce n'est pas nouveau en tout cas ! Car cette promotion de

.../...

l'élitisme social, de la sélection par l'argent nous ramènerait, quant au principe, au système scolaire d'il y a 50 ans, lorsque 90 % des enfants arrêtaient leurs études au certificat d'études primaires !

Il y a des questions essentielles pour toutes les familles que nous poserons sans relâche. Elles sont les suivantes :

- comment assurer la démocratisation de l'enseignement en supprimant les crédits et les emplois ?
- comment garantir la qualité des formations en désectorisant ?
- comment donner à notre économie les qualifications, le savoir faire qu'exige sa modernisation en concentrant les moyens sur une minorité d'élèves ?

Devant ces interrogations,

Il nous faudra constamment rappeler nos réalisations et nos buts : pour que vive l'école publique, école de la réussite ; pour un service public de l'éducation qui ne sera jamais un service au rabais, qui ne sera jamais plus un service indifférencié et qui sera d'abord au service de la nation.

.../...

Monsieur le Président, au cours de la première journée de votre congrès vous avez largement développé tous ces thèmes de "défense des libertés", et vous avez annoncé que la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves organisera en juin prochain une semaine d'action contre l'apartheid, en collaboration avec S.O.S. Racisme.

Cette initiative rejoint parfaitement celle de la Fédération Mondiale des Cités Unies, dont je suis le Président, qui prépare une veillée mondiale contre l'apartheid et contre tous les racismes, le 14 juin prochain.

A Gorée, une île qui se trouve au large de Dakar, et d'où partirent, pendant des siècles, des dizaines et des dizaines de milliers d'esclaves vers les Amériques, se retrouveront en un vaste rassemblement symbolique, les Maires de centaines de villes de tous les pays. Je vous y invite.

Au moment où la violence, le terrorisme, l'intolérance semblent à nouveau allumer des foyers de haine dans le monde entier, il est capital de réaffirmer avec force ces valeurs de liberté et de respect de l'autre. Je vous remercie de l'avoir fait -

.../...

Bon séjour à Lille

J'ai suivi vos travaux, j'ai lu les dépêches - En terminant, je vous dis simplement "congrès de la résistance - dites-vous, je suis de cette résistance - Congrès de l'offensive, je suis de cette offensive - Congrès du Rassemblement, je suis de ce rassemblement le vôtre, le nôtre, le rassemblement de la France."